
PREFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES

MWB

ARRETE

n° 992992 du 25 NOV 1999 portant
prescriptions complémentaires à la Société HUPFER FRANCE S.A. pour
la remise en état de sa carrière de SAINT-LOUIS et HESINGUE

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée et notamment son article 18 ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière ;
- VU l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
- VU l'arrêté préfectoral n°49414 du 10 février 1977 autorisant la Société GRANDE SABLIERE DE SAINT-LOUIS à poursuivre l'exploitation à ciel ouvert d'une carrière de sables et graviers sur le territoire des communes de SAINT-LOUIS et HESINGUE ;
- VU l'arrêté préfectoral n°75238 du 9 janvier 1984 portant une renonciation partielle à une autorisation d'exploitation de carrière à SAINT-LOUIS et HESINGUE par la S.A. GRANDE SABLIERE DE SAINT-LOUIS ;

.../...

R E P U B L I Q U E F R A N C A I S E

Liberté Egalité Fraternité

☎ 03.89.24.70.00 Fax 03.89.23.36.61

📮 7, rue Bruat BP 489 68020 COLMAR CEDEX

VU l'arrêté préfectoral n° 89640 du 10 février 1989 portant prescriptions additionnelles rendues nécessaires pour assurer la protection des intérêts visés par le code minier à la Société GRANDE SABLIERE DE SAINT-LOUIS ;

VU l'arrêté préfectoral n° 97900 du 12 mars 1992 portant rejet de la demande de renouvellement d'autorisation d'exploiter et d'extension de carrière à HESINGUE et SAINT-LOUIS présentée par la Société GRANDE SABLIERE DE SAINT-LOUIS et précisant :

➤ en son article 2 :

« LA GRANDE SABLIERE DE SAINT LOUIS devra procéder sur les terrains susvisés et dans les conditions ci-après, à la remise en état des terrains :

- 2.1. Des plates-formes régulières seront aménagées sur la carrière Nord et sur la carrière Sud au niveau de la cote des eaux centennales de la nappe phréatique. Toutefois la zone Sud actuellement remblayée jusqu'au niveau des terrains naturels pourra être maintenue en l'état.
- 2.2. Les talus des zones exploitées à sec devront être reprofilés de telle sorte qu'ils ne présentent pas de risque d'éboulement et qu'ils puissent être ultérieurement, et le cas échéant, réaménagés.
- 2.3. Pour réaliser les plates-formes définies à l'article 2.1. ci-dessus, les terrains seront remblayés selon les conditions suivantes :

- les matériaux utilisés seront inertes. Les camions devront, avant d'être vidés sur la zone plane déjà remblayée, faire l'objet d'un contrôle du volume et d'un contrôle visuel ;

- le préposé à ce contrôle devra noter, dans un registre spécial, le numéro du camion, son propriétaire, la date de chargement, la provenance du chargement, le volume du camion ;

- un deuxième contrôle visuel des matériaux sera effectué par le conducteur de l'engin chargé de repousser les remblais sur le talus de remblayage ;

- tout matériau non conforme ou douteux devra être retourné à son propriétaire. Mention de ce retour sera inscrite sur le registre susvisé ;

- les camions devront, en cas de nécessité, subir un lavage des roues avant d'emprunter les voies extérieures à la carrière.

(...) »

➤ en son article 3 :

« Les travaux définis à l'article 2 devront être achevés dans un délai de 7 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

(...) »

- VU la lettre du 19 septembre 1994 par laquelle la Société GRANDE SABLIERE DE SAINT-LOUIS informe de son changement de dénomination sociale et devient la Société HUPFER FRANCE SA;
- VU l'arrêté préfectoral n° 951478 du 2 août 1995 portant prescriptions complémentaires à la Société HUPFER FRANCE SA pour sa carrière de SAINT-LOUIS et HESINGUE ;
- ~~VU la lettre en date du 15 mai 1997 de la Sté HUPFER FRANCE SA adressée au préfet, constatant depuis l'entrée en vigueur du règlement GEE/93 du 15 février 1993, une diminution significative des volumes de matériaux de remblais inertes en provenance des chantiers des BTP suisses, et mentionnant l'impossibilité pour la Sté HUPFER FRANCE SA de respecter l'échéance visée dans l'arrêté n° 97900 du 12 mars 1992 susvisé, soit le 12 mars 1999 ;~~
- VU la lettre du préfet en date du 21 octobre 1997 adressée à la Sté HUPFER FRANCE SA lui demandant de solliciter la modification de l'arrêté n° 97900 du 12 mars 1992, en précisant clairement les échéances que la Sté HUPFER FRANCE SA est susceptible de respecter pour l'achèvement des travaux de remblaiement, compte tenu des volumes d'importation observés actuellement ;
- VU la demande en date du 27 juillet 1998 présentée par la Société HUPFER FRANCE SA et relative à la modification des conditions de remise en état et aux calculs des garanties financières pour le site de sa carrière sise sur le territoire des communes de SAINT-LOUIS et HESINGUE .
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 15 septembre 1998 ;
- VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières du 12 novembre 1998 ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 8 décembre 1998 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 990018 du 7 janvier 1999 portant prescriptions complémentaires à la Sté HUPFER FRANCE SA pour sa carrière de SAINT LOUIS et HESINGUE, et relatives :
- au report du délai prévu à l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 97900 du 12 mars 1992, jusqu'au 31 décembre 1999,
 - aux garanties financières,
 - aux travaux à effectuer avant le 14 juin 1999,
 - à l'actualisation des données relatives au rythme de remblaiement du site ;
- VU le rapport ANTEA de juin 1999 relatif à la mise en place du réseau de contrôle des eaux souterraines en périphérie du site Nord de la carrière de Saint-Louis ;

VU l'acte de cautionnement solidaire délivré le 14 juin 1999 à la Sté HUPFER FRANCE SA par la Sté Générale Alsacienne de Banque (SOGENAL), prenant effet à compter du 14 juin 1999 et expirant le 14 juin 2004 à 18 heures, et relatif au montant de 203 500 F ;

VU la demande en date du 8 juillet 1999 présentée par la Sté HUPFER FRANCE SA en application de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 990018 du 7 janvier 1999 et relative à la modification des conditions de remise en état ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 5 OCT 1999

VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières du 26 OCT 1999

CONSIDERANT que depuis l'intervention de l'arrêté n° 97900 du 12 mars 1992 susvisé, l'entrée en vigueur du règlement CEE 259/93 du 1^{er} février 1993 sur les transferts transfrontaliers de déchets a entraîné une baisse notable des importations de produits inertes utilisés en remblaiement en provenance de Suisse, ainsi qu'en attestent les autorisations délivrées par le préfet ;

CONSIDERANT que cette baisse des volumes importés a entraîné une baisse du rythme de remblaiement, qui rend impossible le respect de l'échéance fixée au 31 décembre 1999, par l'arrêté n° 990018 du 7 janvier 1999 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRETE

ARTICLE 1ER

Les prescriptions complémentaires suivantes s'appliquent à la Société HUPFER FRANCE SA ayant son siège social 10, rue Robert Schumann - Parc d'activités - BP 32 - 68870 BARTENHEIM, désignée « exploitant » ci après pour la remise en état de sa carrière sise sur le territoire des communes de HESINGUE et SAINT-LOUIS.

ARTICLE 2 - Sécurité du public

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux de remise en état est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

ARTICLE 3 - Plan de remise en état

Il sera établi, pour la carrière, un plan de remise en état, à l'échelle au 1/2000°, orienté, comprenant un maillage selon le système LAMBERT.

Sur ce plan seront reportés :

- les dates des levés,
- le périmètre visé par l'arrêté préfectoral n° 49414 du 10 février 1977 et repris dans les demandes du 27 juillet 1998 et 8 juillet 1999, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m et la dénomination des parcelles cadastrales concernées,
- les bords de la fouille,
- les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales,
- les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés,
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques,
- l'emplacement exact du bornage,
- la position des dispositifs de clôture,
- l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte,
- l'étendue des zones où la remise en état n'est pas entreprise, celles en eau, celles remblayées et celles remises en état,
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière,
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière.

Ce plan sera mis à jour au moins une fois par an.

Communication du plan

Le plan de remise en état sera conservé sur le site par la personne chargée de la direction technique des travaux et transmis annuellement à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE).

ARTICLE 4 - Dispositions de remise en état du site

Les dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral n° 97900 du 12 mars 1992 sont remplacées par les dispositions suivantes :

4.1. Terrains concernés par la remise en état

Les terrains concernés par la remise en état sont relatifs aux parcelles suivantes :

- sur le territoire de la commune de SAINT-LOUIS :
 - section 16 - parcelles 62 - 67 - 150
 - section 19 - parcelles 2 - 6 à 17 - 22 - 24 - 26 - 27 - 31 - 36 - 37 - 42 à 45
 - section 20 - parcelles 25 - 50 à 52,
- sur le territoire de la commune de HESINGUE :
 - section 24 - parcelles 6 - 14 - 15 - 25 - 27 - 47.

La superficie des terrains s'élève à 62 ha environ.

4.2. Conditions de remise en état

4.2.1. Les travaux de remise en état devront à tout moment :

- garantir la sécurité et la salubrité publique ainsi que celle du personnel,
- maintenir la stabilité des terrains de manière à ne pas porter atteinte à la sécurité des personnes et au milieu environnant,
- ne pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux superficielles et souterraines,
- respecter les éventuelles servitudes existantes et la libre circulation des riverains.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant seront maintenus en bon état de propreté.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules seront aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne devront pas être à l'origine d'envois de poussières, ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

4.2.2. Indépendamment des travaux de remise en état prescrits à l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 990018 du 7 janvier 1999, les travaux de remise en état consisteront en un remblaiement partiel des terrains avec des matériaux strictement inertes. Pour ce faire, des plates-formes régulières seront aménagées sur la carrière dans sa partie Sud et dans sa partie Nord au niveau de la cote centennale des eaux de la nappe phréatique.

La zone Sud actuellement remblayée jusqu'au niveau des terrains naturels sera toutefois maintenue en l'état.

Les talus des zones exploitées à sec profilés de sorte qu'ils ne présentent pas de risque pour la stabilité des terrains et qu'ils puissent être ultérieurement, et le cas échéant, réaménagés, ne devront plus être touchés par les opérations de remise en état.

4.2.3. Procédure d'acceptation des matériaux destinés au remblaiement.

La réalisation des plates-formes visées à l'article 4.2.2 sera effectuée au moyen de matériaux qui devront avoir été préalablement triés avant l'arrivée sur le site de la carrière de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.

Les opérations de remblaiement seront effectuées dans les conditions définies ci-après.

4.2.3.1.

a) Sont exclusivement acceptés comme matériaux de remblaiement les matériaux inertes suivants:

- terres, argiles, marnes,
- sables et graviers, tout-venant, matériaux naturels provenant des chantiers de travaux publics,
- briques, tuiles, béton, non souillés par des matériaux non admissibles en remblai.

b) Sont interdits tous autres matériaux et notamment les matériaux suivants :

- ordures ménagères,
- objets flottants (bois, plastiques...)
- ferrailles,
- plâtre,
- ciments d'asphaltes (granulats enrobés d'asphalte ou bitume)
- déchets industriels,
- béton provenant d'industries chimiques,
- béton recouvert de plâtre,
- verre,
- amiante et produits à base d'amiante,
- sables de fonderie,
- déchets hospitaliers,
- papiers et cartons,
- etc.

4.2.3.2. L'exploitant sera tenu :

a) de vérifier que chaque entreprise venant apporter les matériaux a bien signé une convention de reprise immédiate en cas de non conformité ;

b) de contrôler que chaque chargement de matériaux entrant sur le site est accompagné d'un bordereau de suivi qui indique :

- la date
- la provenance exacte des matériaux (nom du chantier et activité antérieure du site)
- leur destination
- leurs quantités,
- l'identification du véhicule et du transporteur

et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination ;

c) de réceptionner les matériaux sur l'aire de contrôle définie à l'article 4.2.3.3. ;

d) d'en contrôler visuellement l'aspect.

Les données visées précédemment et les conventions signées seront archivées et mises à la disposition de la DRIRE et du Service des Douanes.

~~4.2.3.3. Les matériaux destinés au remblaiement et entrant sur le site de la carrière seront déchargés préalablement sur une aire de contrôle afin d'en vérifier le contenu. Ils devront être exempts de toute souillure pouvant constituer une charge polluante pour l'environnement du point de vue physique, chimique ou biologique.~~

Tout chargement contenant des matériaux souillés par des matériaux non admissibles en remblai, et autres que ceux définis à l'article 4.2.3.1 a) sera refusé, rechargé immédiatement puis réexpédié ; à défaut, les produits refusés seront placés dans des containers étanches.

L'exploitant avertira immédiatement la DRIRE en cas de découverte de terres souillées, de déchets industriels, et en général tout produit non admissible en remblai ; si ces produits proviennent d'un autre pays que la France, une information immédiate au Service des Douanes sera également effectuée.

L'exploitant tiendra à jour un registre sur lequel seront répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et les refus de matériaux, ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Ce plan peut correspondre à celui prescrit à l'article 3 du présent arrêté.

Le registre et le plan topographique susvisés seront tenus à la disposition de la DRIRE et du Service des Douanes.

4.3. Avancement des travaux de remise en état

Dans un délai de 4 ans à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant remettra à M. le Préfet un rapport faisant état de l'avancement des travaux de remise en état des terrains, afin de permettre l'information de la Commission Départementale des Carrières.

4.4. Fin des travaux de remise en état

Les travaux définis à l'article 4 devront être achevés au plus tard le 31 décembre 2007.

Conformément aux dispositions de l'article 34.1 du décret 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, l'exploitant adressera au Préfet au plus tard le 30 juin 2007 une notification de fin de remise en état accompagnée d'un dossier comprenant :

- le plan à jour du site (accompagné de photos)
- le plan de remise en état définitif
- un mémoire sur l'état du site.

ARTICLE 5 – Contrôle de la qualité des eaux souterraines et des matériaux de remblai

5.1. Contrôle de la qualité des eaux souterraines

5.1.1. Sur la partie Sud de la carrière, l'exploitant poursuivra jusque dans un délai de 1 an à compter de la date de fin du remblaiement de cette zone, le contrôle de la qualité des eaux souterraines dans les piézomètres référencés 445-8-66 et 445-8-109, dans les conditions définies à l'article 5.1.3.

5.1.2. Sur la partie Nord de la carrière, l'exploitant réalisera dans les piézomètres référencés 0445-8X-0124 et 445-8-066, le contrôle de la qualité des eaux souterraines dans les conditions définies à l'article 5.1.3. Un

premier lot d'analyse servant de référence sera effectué préalablement au commencement des travaux de remblaiement sur la partie Nord de la carrière.

5.1.3. Le contrôle de la qualité des eaux souterraines sera réalisé selon les modalités suivantes:

- à la fréquence d'une fois par an :

- une analyse physico-chimique complète de type C3 de la Santé Publique, avec recherche des éléments traces (analyses de type C4a, C4b et C4c) ;

- à la fréquence d'une fois par semestre :

- une analyse physico-chimique complète de type C4a, avec recherche des éventuels éléments mis en évidence lors de l'analyse annuelle.

Les prélèvements devront être faits dans les piézomètres susvisés et suivant les règles de l'art. Les analyses seront effectuées par un laboratoire agréé.

5.2. Contrôle de la qualité des matériaux de remblai

Il sera procédé sur les matériaux de remblais à des prélèvements et leur analyse par un laboratoire agréé.

Les prélèvements et leur analyse seront effectués à la fréquence trimestrielle. Ils feront l'objet des déterminations suivantes :

- aspect physique,
- teneur en matières organiques,
- test de lixiviation selon la norme NFX31210 avec recherche des éléments suivants :
 - DCO, dureté
 - phénols
 - hydrocarbures
 - métaux lourds (Cr, Cd, Hg, Cu, Zn)
 - CN

Le test de lixiviation devra également comprendre la détermination de la fraction soluble et les teneurs en sels d'acides forts (chlorure, sulfate, nitrate).

La troisième analyse annuelle comprendra également la recherche des pesticides, pesticides organochlorés et organophosphorés.

5.3. Contrôles inopinés

A l'initiative de l'inspecteur des installations classées, il pourra être procédé par un laboratoire agréé, de façon inopinée à des prélèvements d'eau dans les puits de contrôle de la nappe phréatique, dans les plans d'eau et à des prélèvements sur les matériaux de remblai, et à leur analyse, à la charge de l'exploitant.

5.4. Transmission des résultats d'analyses

Les résultats d'analyses seront communiqués dès réception à la DRIRE.

ARTICLE 6 - Dispositions relatives aux garanties financières

Les dispositions suivantes se substituent aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 990018 du 7 janvier 1999.

6.1. Montant des garanties financières

La société HUPFER France SA produit pour sa carrière de SAINT-LOUIS et HESINGUE, des garanties financières fixées comme suit :

| Période | Montant des garanties (TTC) |
|---|-------------------------------------|
| 1 : année (14 juin 1999 / 14 juin 2004) | 203 500 Francs soit 31 023,38 Euros |
| 2 : année (14 juin 2004 / 31 décembre 2007) | 203 500 Francs soit 31 023,38 Euros |

Le montant fixé pour chaque période ci dessus correspond au nivellement des surfaces des infrastructures connexes à la carrière et de la surface relative aux secteurs dans lesquels se trouve la plate-forme de 500 m² en cours de nivellement.

Les garanties financières doivent être maintenues jusqu'à la fin de la procédure définie à l'article 6.6 ci-après.

6.2. Actualisation du montant des garanties financières

Modalités d'actualisation du montant des garanties financières.

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Cas des remises en état non coordonnées

Lorsqu'une variation du rythme de remise en état conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au Préfet, pour la période quinquennale suivante, une modification du calendrier de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

6.3. Justification des garanties financières

Les garanties financières seront constituées sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cet acte sera conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996.

L'attestation de renouvellement des garanties financières actualisées devra être adressée au Préfet par le titulaire de l'autorisation au moins six mois avant son échéance.

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en oeuvre des modalités prévues à l'article 23c de la loi du 19 juillet 1976.

6.4. Appel aux garanties financières

Le Préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention des mesures de consignation prévues à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976,
- soit après disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme aux orientations de l'autorisation d'exploiter.

6.5. Remise en état non conforme à l'arrêté d'autorisation

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi du 19 juillet 1976.

6.6. Levée des garanties financières

A la suite de la constatation de la conformité de la remise en état par un procès-verbal de récolement rédigé par l'Inspecteur des Installations Classées, et après avis du maire de la commune d'implantation de la carrière, le Préfet lève par voie d'arrêté, l'obligation de garanties financières.

Article 7 - Abrogation

L'arrêté préfectoral n°951418 du 2 août 1995, les articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral n°97900 du 12 mars 1992 et l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°990018 du 7 janvier 1999 sont abrogés.

Article 8 - Ampliation - Publicité

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation est adressée à :

- M. le Sous-Préfet de MULHOUSE
- M. le Député-Maire de SAINT-LOUIS
- M. le Maire de HESINGUE
- M. le Directeur Départemental de l'Equipeement
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- M. le Directeur Régional de l'Environnement
- Mme le Chef du Service Départemental de l'Architecture

- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles d'Alsace (Conservatoire Régional de l'Archéologie)
- M. le Directeur Régional de l'Office National des Forêts
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Alsace : trois exemplaires.

En outre, ampliation sera notifiée :

- à la Société HUPFER FRANCE S.A., exploitant bénéficiaire de la présente autorisation.

Un extrait du présent arrêté sera publié dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département et affiché par les soins des Maires de SAINT-LOUIS et de HESINGUE.

Fait à COLMAR, le **25 NOV 1999**

Le Préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

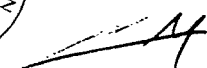
Signé : O. LAURENS-BERNARD

Délai et voie de recours (Art. 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976)

La présente décision ne peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou par l'exploitant que dans un délai de **deux mois** à compter de sa notification. Pour les tiers, la présente décision ne peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG que dans un délai de **six mois** à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au Préfet.



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :


Christian AULEN